

ont montré aux élections municipales de nombreux de postes supplémentaires ne sont pas fondées, affirme-t-elle, dans un rapport sobrement nommé «La relocalisation : mythe ou réalité?». Compte tenu des investissements nécessaires, notamment dans la robotique, la production relocalisée ne créera sans doute qu'un nombre limité d'emplois supplémentaires et ils seront de plus en plus qualifiés.»

Est-ce à dire que les relocalisations profiteraient aux robots plus qu'à nos emplois? Le sujet

Dit autrement : puisque les usines telles qu'elles étaient il y a

associé au sein du Boston Consulting Group (BCG). Il y a quatre ans, ce cabinet de conseil a créé l'Innovation Center for Operations (ICO) dans l'Essonne, une usine-école pour accompagner ses clients industriels se convertissant à l'industrie du futur, dite «4.0», à l'aide d'imprimantes 3D, de l'intelligence artificielle et autres «robots collaboratifs». Autant de technologies permettant de monter des chaînes de production réactives et souples.

Si on rate le coq, la fonte de ce qui reste de nos usines risque de creuser un peu plus encore les inégalités sur le marché du travail, redoutent les économistes. «La grande difficulté de certains pans de l'industrie, comme l'automobile, pourrait accélérer la destruction des emplois intermédiaires, et creuser encore le fossé entre les postes très qualifiés et peu qualifiés dans les services», prévient Patrick Artus. ■

MARIE CHARREL

Dans les Pyrénées-Atlantiques, « nous avons le savoir-faire, les outils, les équipes »

Entreprises et collectivités se mobilisent pour attirer de nouvelles sociétés dans le complexe industriel de Lacq, notamment dans la chimie ou la pharmacie

BAYONNE - correspondant

Lacq fume toujours : le complexe industriel, à mi-chemin entre Pau et Bayonne, est bien actif, même si depuis presque sept ans on n'y extrait plus du gaz à usage commercial, mais seulement comme matière première pour les usines sur place. Et la fourmillante plate-forme chimique et pharmaceutique se propose maintenant pour relocaliser des activités industrielles.

Le 26 mai, chefs d'entreprise et élus locaux ont exploré avec le groupement d'intérêt public Chemparc les pistes de diversification, alors que le Covid-19 a donné une nouvelle actualité aux relocalisations. «Nous avons le savoir-faire, les outils, les équipes», résume Patrice Bernos, directeur général de Chemparc. Ils ont servi avant les délocalisations, ils peuvent être réutilisés. «Déjà, nos industriels s'inquiétaient de la stabilité et de la qualité des importations. Or les coûts de transport vont croissant et le bilan carbone pèse de plus en plus dans la balance économique.»

Monté en 2003 afin de développer les implantations sur Lacq,

Chemparc rassemble entreprises, collectivités, l'Etat, les syndicats et la région Nouvelle-Aquitaine. En avril, Alain Rousset, président (PS) du conseil régional, et Pierre Nerguararian, président de Chemparc, avaient fixé un objectif : définir «les secteurs industriels stratégiques sur lesquels nous devons nous remobiliser avec nos partenaires».

«Clés-en-main»

Sur Lacq, «le terrain est plus que favorable pour y relocaliser les composants de base et les ingrédients actifs pour la chimie, la pharmacie et la cosmétique», détaille M. Nerguararian (un «ancien» de Total). Les entreprises ont déjà l'habitude de travailler ensemble. «En à peine vingt-quatre heures, nous avons su nous coordonner pour fabriquer une lotion hydroalcoolique», raconte Bruno Cabourg, directeur de Novéal qui élabore des ingrédients pour sa maison mère, L'Oréal.

Depuis le début de l'extraction du gaz en 1957, Lacq a vu arriver nombre d'acteurs économiques. Elf puis Total, EDF, Péchiney, Air liquide, Rhône-Poulenc et Arkema dans la chimie, Sanofi pour

les médicaments, mais aussi le lorrain Novasep, en 2012, avec ses principes actifs pour la pharmacie, le japonais Toray et sa fibre de carbone, en 2014, ainsi que, l'année suivante, le landais Dérivés résiniques et terpéniques (DRT) avec ses cosmétiques. Sans oublier Abengoa devenu Bioénergie France (Vertex) qui confectionne, depuis 2006, du bioéthanol à partir de maïs du Sud-Ouest.

Certes, malgré des départs, ces années ont servies à cumuler savoir-faire et compétences aux contraintes industrielles et à la production permanente. «D'ailleurs, appuie M. Bernos, durant l'épidémie de Covid-19, nous tournions ici encore à 50 % des capacités en situation dégradée. Et, dès le 10 avril, 70 % du personnel de production était sur place : il fallait reconstituer les stocks de matières premières nécessaires au secteur de la santé.»

Le complexe béarnais a un autre atout : l'espace. D'autant que le bassin est une zone Seveso 2. «Nous sommes l'un des dix sites industriels français qui offre le clés-en-main», affiche Patrice Laurent, maire (PS) de Mou-

renx, chargé du dossier à la communauté de communes Lacq-Orthez (CCLO).

Né en 2014 avec 61 communes et 55 000 habitants, ce territoire accueille 8 000 emplois industriels, dont 7 000 sur ses quatre plates-formes : Lacq, Mont, Mourrenx et Pardies. «La CCLO a acquis 162 hectares sur Pardies pour offrir (ou presque) à des investisseurs ce qui était devenu un maquis à sangliers.» S'y sont engagés Fonroche pour de la méthanisation, Total sur des fermes solaires, Suez dans l'électricité verte.

Et les acteurs espèrent bien que la période qui s'ouvre permettra d'accélérer ce développement. «Dans le contexte actuel, je veux réunir Arkema, Solvay, DRT, Sanofi et d'autres pour effectuer un double saut technologique : accentuer l'automatisation et passer à des médicaments avec des principes actifs non plus biocarboneés, mais biosourcés», explique ainsi Alain Rousset. Avec les matières premières des forêts et de l'océan, l'Aquitaine aligne les ressources, et offre donc Lacq, même s'il n'est pas le seul territoire à postuler à des relocalisations. ■

MICHEL GARICOÏX